

## POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE RÉSOLUMENT À L'OFFENSIVE !

Les derniers jours de 2015 et les premiers jours de 2016 ont vu la publication des trois lois déterminantes et cohérentes entre elles. Elles marquent une nouvelle étape dans les choix austéritaires de l'exécutif gouvernemental. Elles concrétisent de nouveaux reculs du service public, elles prônent la mise en concurrence, elles portent une augmentation du reste à charge pour les ayant-droit à la santé.

Elles sont des accélérateurs terribles des restructurations du système de soins de notre pays. C'est vraiment du jamais vu !

Il est urgent d'ouvrir de perspectives alternatives, de redonner de l'espoir...

La campagne de reconquête de la sécurité sociale à l'occasion des 70 ans de cette réalisation ambitieuse et courageuse portée par Ambroise Croizat est une possibilité de répondre à cette

attente. Cette campagne prend une nouvelle dimension en ce début 2016...

Notre proposition d'aller au remboursement à 100% par la sécurité sociale des soins prescrits est concrètement alternative aux logiques austéritaires gouvernementales comme européennes.

Nous proposons qu'un large comité de défense et de promotion de la sécurité sociale se mette en place au plan national comme local. La bataille pour le « 100% » comme le dit le slogan est plus que jamais d'actualité au moment de la mise en œuvre de la complémentaire dite obligatoire. Nous voyons fleurir des initiatives de « complémentaires de ville ». La meilleure réponse est bien d'engager la bataille pour le « 100% sécurité sociale ».



Il y a soixante-dix ans, la création de la sécurité sociale était la concrétisation d'une volonté politique. En 2016, porter le « 100% sécurité sociale » relève de la même nécessité politique. Nous sommes déterminés à le faire encore cette année.

Bonne année de lutte et de succès pour une protection sociale solidaire !

Jean-Luc Gibelin  
animateur de la commission  
Santé/protection sociale

les pages web de la commission sont régulièrement actualisées

elles permettent de connaître les prises de position et les expressions de notre commission

à partager sans modération !

RENNES

## ESSAIS THÉRAPEUTIQUES EST-CE LA LOGIQUE DE L'ARGENT QUI A PRIMÉ ?

**L**a situation dramatique des essais thérapeutiques de Rennes est absolument inacceptable. La ministre peut qualifier la situation d'une « exceptionnelle gravité », cela n'empêche pas de poser raisonnablement la question de l'impact de la recherche du profit maximum immédiat de la part du laboratoire privé.

Est-ce que l'ensemble des étapes de progression de la dose expérimentée a bien été respecté ? N'y a-t-il pas eu la tentation de « passer » des étapes pour arriver plus vite à la fin des essais et accélérer la mise sur le marché synonyme de montée des profits ?

La justice devra déterminer les responsabilités en la matière, nous y serons attentifs.

Mais revenons sur le fond. Quand nous proposons un pôle public du médicament, avec au minimum une

entreprise publique de la recherche, nous avons en tête de sortir la recherche de la logique de l'argent, de celle du profit immédiat.

En effet, aujourd'hui, l'essentiel de la recherche est confié au secteur privé lucratif des grands groupes pharmaceutiques. Pour ces groupes, la première mission est d'assurer une augmentation de la part des dividendes reversée aux actionnaires. C'est difficilement compatible avec les conditions de sécurité et de précaution.

Ce doit être la puissance publique qui détermine les choix de recherches, qui encadre les conditions de la recherche.

Le pôle public du médicament et de la recherche est une nécessité de santé publique...

BUREAU  
DE PRESSE  
DU PCF

communiqués

### CENSURE GÉNÉRALISATION DU TIERS PAYANT pour une reconquête de la sécurité sociale

Le texte sur la généralisation du tiers payant vient d'être censuré par le Conseil constitutionnel, sur la partie complémentaire. Cela confirme que la mesure était mal présentée et que le choix politique était mauvais.

Pourtant, le renoncement aux soins pour raisons financières ne cesse d'augmenter dans le pays, il est urgent de prendre des mesures efficaces pour redonner l'accès aux soins et le droit à la santé aux plus de 30% de la population actuellement exclue.

Plutôt que de donner de l'espace aux complémentaires, et donc au monde assurenciel, le PCF milite pour la reconquête de la sécurité sociale et un remboursement à 100% des soins prescrits par la sécurité sociale renforcée et démocratisée.

Paris, le 22 janvier 2016

### DEUXIÈME AVIS insupportable marchandisation de la médecine et de la protection sociale

C'est avec la bénédiction du Conseil national de l'Ordre des Médecins, celle aussi de l'ARS d'Île-de-France qu'est né le service payant « deuxième avis » permettant à un malade de bénéficier d'un « second avis » sur sa pathologie, moyennant finance – plus de dix fois la consultation d'un médecin généraliste – selon des procédures de télé-médecine.

Un second avis est souvent justifié, conseillé même par les médecins. Mais le dispositif actuellement sur la toile est grave.

La CNIL a donné son accord. Mais la vraie éthique serait que tous ceux qui ont besoin d'un tel second avis puissent en bénéficier, avec un remboursement par la protection sociale universelle, celle de la sécurité sociale.

La multiplication de tels services, utiles à des soins de qualité, mais non remboursés par la sécurité sociale, contribue au développement marchand et concurrentiel des mutuelles et assurances et à l'insupportable restriction de l'assurance maladie universelle de la sécurité sociale à un panier de soins minimum, la porte ouverte de terribles reculs de la protection sociale. Pour le PCF, il est urgent d'aller vers le remboursement à 100% par la Sécurité sociale des soins prescrits !

## RHÔNE

## LA SANTÉ EST L'AFFAIRE DE TOUS

**D**e nombreuses fermetures de services, ainsi que d'hôpitaux, la mise en avant de l'ambulatoire sont d'actualité, et ceci ne cesse de s'accroître. Le projet de loi santé avec ses *Groupements hospitaliers de territoires* définis par l'Agence régionale de Santé, la loi sur le financement de la sécurité sociale (le PLFSS), le tiers payant généralisé... « Faire des économies » est le maître mot du gouvernement !

Les conséquences :

- forte diminution de postes
- surcharge de travail
- vos données administratives et médicales en libre accès pour les mutuelles et assurances
- fini le choix de votre médecin traitant
- l'éloignement du domicile pour accéder aux soins.

Les communistes, le personnel et les organisations syndicales s'y opposent ; c'est pourquoi, en ces

temps et pour l'avenir, il est indispensable que nous nous mobilisions.

**La santé ainsi que la protection sociale se doivent d'être un droit fondamental pour tous**

- Oui au secret médical !
- Oui à la mise en place d'un service public et de l'action sociale !
- Oui à l'accès aux formations et à l'emploi !

Tout ceci est clair et il devient donc urgent que nos revendications soient imposées.

C'est aussi pourquoi nous vous annonçons l'ouverture de la commission santé PCF départementale du Rhône. Celle-ci nous permettra de travailler ensemble nos revendications ainsi que de s'organiser dans la mobilisation.

Sophia Bertiaux

## parole d'élus

### stop à la casse de l'hôpital Adelaïde-Hautval



par Jean-Michel Ruiz  
conseiller régional  
Île-de-France

**L**es agents de l'hôpital Adélaïde-Hautval de Villiers-le-Bel sont en lutte depuis plus de 8 mois pour tenter de sauver cet établissement et plus largement une présence de la santé publique dans un secteur du département déjà largement sinistré.

Comment ne pas mettre en avant l'absurdité de la fermeture de cet hôpital gériatrique comptant à ce jour 472 personnes âgées et 750 salariés ?

La mobilisation du personnel ne faiblit pas malgré le mépris dont fait preuve la direction qui utilise toutes les méthodes pour casser ce mouvement qui a recueilli le soutien massif par pétition de près de 8000 habitants des villes alentour.

Le sénateur communiste Pierre Laurent a interpellé par écrit la ministre Marisol Touraine qui a répondu... plus de 3 mois après pour annoncer le discours de l'ARS.

Élu le 13 décembre conseiller régional, j'accompagnais le lendemain, avec des élus du territoire, une délégation reçue à l'ARS. Aucune réponse précise de la part des représentants de l'ARS qui ne parlent que « coût par lits » et « offre de soin » mais jamais des humains.

Alors que les élus avaient proposé un moratoire, la direction a tenté le 16 décembre de déménager un service de

personnes âgées en présence d'un huis-sier. Les dirigeants syndicaux de la CGT et le personnel ont fait face à ce coup de force et à ces méthodes d'intimidations, empêchant ainsi un mauvais coup pour les résidents et les salariés.

Les propositions faites par l'ARS sont purement scandaleuses tant pour les agents que pour les patients. Fin de l'hôpital de proximité avec transfert des personnes âgées sur les hôpitaux d'Aulnay-sous-Bois, Eaubonne ou Montmorency, pas de chiffres d'agents qui seront transférés sur d'autres hôpitaux de l'APHP, pas d'appel à projet et d'information sur le type de repreneur potentiel de la structure... Les conséquences psychologiques sur le personnel sont écrasantes. Plusieurs d'entre eux sont au bord du burn-out avec des risques de passage à l'acte. L'exemple de l'Hôpital Georges Pompidou n'aura donc pas suffi !

Tous les moyens de mobilisation doivent être mis en œuvre avec un nécessaire durcissement. Ainsi, après avoir participé à l'envahissement du bureau de la directrice le 11 janvier, je vais rédiger un courrier à Valérie Pécresse, présidente de la Région, sur la situation de l'hôpital, y compris sur le harcèlement moral qui y est pratiqué.

# LA FIÈVRE MONTE

## FACE AUX POLITIQUES DE REMISE EN CAUSE DE LA PROTECTION SOCIALE

### le rassemblement est indispensable

La commission Santé/protection sociale du PCF a proposé au Front de gauche thématique Santé de lancer une initiative de rassemblement des forces politiques de gauche, d'organisations syndicales, d'associations, pour s'opposer aux politiques gouvernementales en matière de protection sociale et de santé.

C'est donc pour proposer cette démarche qu'une réunion est prévue le 2 février à Paris.

L'invitation insiste sur la décision gouvernementale de mettre en œuvre la loi de « Modernisation du système de santé » avant sa publication et celles des textes d'application. L'accélération

## le 2 février !

vécue sur le terrain de l'organisation de fait des « Groupements hospitaliers de territoire » (GHT) en est la concrétisation. D'autant que la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 est le second étage de la mise en œuvre du plan d'austérité de Manuel Valls. Ce cadre budgétaire contraint laisse craindre une poursuite dramatique des coupes budgétaires, des mesures de restructurations et de fermetures.

Nous proposons d'envisager, ensemble, une riposte sur les méfaits de ces lois et singulièrement contre les GHT et les conséquences financières qui les accompagnent.

Nous proposons d'envisager ensemble un plan d'actions coordonnées et/ou partagées, région par région, pour mobiliser professionnel-le-s, personnel-le-s, élu-e-s, usagers qui sont les ayants droit à la santé.

Nous reviendrons dans ces colonnes sur les suites de cette initiative.

les cocos dans les collectifs locaux

## MATERNITÉ DE DIE Victoire, le premier bébé drômois, est né

**V**ictoire est née le 1<sup>er</sup> janvier un peu après 4 heures du matin à la maternité de Die.

C'est la première naissance de 2016 dans le département de la Drôme. Elle pesait 3 kilos 750 et l'article de presse précise que la maman et le bébé se portent bien...

Il ne s'agit pas de transformer *Globule rouge* en bulletin d'état civil, mais ce bébé est né dans une maternité soumise à une décision préfectorale de décembre 1986 de fermeture au plus tard en mai 1987...

Depuis, à l'initiative d'un comité de défense large et citoyen, avec l'engagement des élu-e-s locaux et par-

ticulièrement des élu-e-s communistes, la maternité de Die a été conservée et elle fonctionne encore, la preuve. Cette naissance symbolique salue, si besoin était, l'utilité de cette mobilisation.

C'est la preuve que la lutte est efficace, qu'il ne faut pas baisser la garde.

C'est la concrétisation que la vie vaut bien plus que tous les rapports de prétendument experts qui depuis des années expliquent doctement que ces « petites maternités » sont dangereuses...

De plus, quel beau signe que cette petite fille s'appelle « Victoire » !

*à partir de documents relayés par Jean-Pierre Basset*